



Paris, le 1^{er} juin 2026

Mgr. Jean-Marc AVELINE, président des évêques de France,
M. Guillaume PRÉVOST, secrétaire général de l'Enseignement catholique,
M. Pierre-Vincent GUÉRET, président de la Fnogec,
Mmes et MM. les présidents des organisations professionnelles,
Mmes et MM. les directeurs diocésains,

Monseigneur,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Directeurs diocésains,

Depuis des mois, les enseignants de l'enseignement privé sous contrat assistent avec stupeur à la remise en cause progressive de leur système de prévoyance.

Cette situation est grave.
Grave humainement.
Grave socialement.
Grave moralement.

Derrière les arbitrages financiers et les raisonnements comptables, il y a des personnels qui servent chaque jour l'enseignement catholique avec engagement, loyauté et conscience professionnelle.

Des enseignants qui portent les établissements, accompagnent les élèves, assument les difficultés croissantes du métier et contribuent pleinement à la mission éducative que vous revendiquez.

Aujourd'hui pourtant, ces derniers ont le sentiment d'être considérés comme une charge dont il faudrait réduire le coût.

Le Spelc le dit avec clarté : il est inacceptable que les enseignants du privé sous contrat deviennent les variables d'ajustement budgétaire d'un système qui se réclame pourtant de la solidarité et de la fraternité chrétienne.

Comment parler de valeurs évangéliques, de dignité humaine, de souci des plus fragiles, tout en fragilisant la protection sociale de personnels confrontés à la maladie, à l'invalidité ou aux accidents de la vie ?

Comment invoquer la bienveillance éducative auprès des élèves et de leurs familles tout en refusant aux enseignants une protection à la hauteur de leur engagement ?

Comment leur demander toujours plus d'investissement tout en laissant planer l'incertitude sur leurs droits fondamentaux ?

À force de vouloir traiter la prévoyance comme une simple ligne comptable, certains prennent le risque de provoquer une rupture profonde de confiance entre les professeurs et les institutions de l'enseignement catholique.

La solidarité n'est pas un slogan de projet éducatif.

Elle se mesure aux actes.

Elle se mesure lorsque des choix difficiles doivent être faits.

Elle se mesure à la manière dont une institution protège les siens lorsqu'ils traversent des épreuves douloureuses.

Le Spelc refuse que les enseignants soient sacrifiés dans ce dossier.

Nous rappelons que les maîtres du privé sous contrat participent pleinement au service public d'éducation et qu'ils contribuent directement à la réputation, à la stabilité et à l'attractivité des établissements catholiques. Ils méritent autre chose qu'une remise en cause de leurs acquis sociaux.

Grâce à la mobilisation syndicale et intersyndicale, une prolongation des accords jusqu'au 31 décembre 2026 a été obtenue. Mais cette échéance approche et les enseignants attendent désormais des décisions claires.

Le temps des déclarations générales est terminé.

Nous attendons :

- des engagements écrits ;
- des garanties durables ;
- une véritable volonté de maintenir une prévoyance protectrice pour tous les personnels, **enseignants compris**.

Le Spelc continuera à défendre ce dossier avec détermination. Nous continuerons à interpeller les pouvoirs publics, les responsables de l'enseignement catholique et les organismes de gestion aussi longtemps qu'aucune solution sérieuse et équitable ne sera apportée.

L'enseignement catholique doit aujourd'hui choisir :

- soit rester fidèle aux valeurs de solidarité qu'il proclame,
- soit assumer publiquement qu'il accepte de fragiliser ceux qui le font vivre au quotidien.

Les enseignants seront attentifs aux décisions prises et ils en tireront les conséquences.

Nous vous prions d'agréer, Monseigneur, Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs les Directeurs diocésains, l'expression de nos sincères considérations.

Pour la Fédération nationale des Spelc
Jean-Louis Stalder
Président

